

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



**PREMIÈRE COMMISSION, 1343^e
SÉANCE**

Mardi 3 décembre 1963,
à 10 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Point 28 de l'ordre du jour:	
Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (suite):	
a) Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;	
b) Rapport du Conseil économique et social (chap. VII, sect. IV).	173

Président: M. C. W. A. SCHURMANN
(Pays-Bas).

POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (suite):

- a) Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (A/5482, A/5549 et Add.1);
- b) Rapport du Conseil économique et social (chap. VII, sect. IV) [A/5503]

1. M. CHAKRAVARTY (Inde) dit que depuis la dix-septième session de l'Assemblée générale de grands progrès ont été réalisés dans l'exploration de l'espace extra-atmosphérique. Les perspectives nouvelles qui s'ouvrent grâce à ces progrès mettent à l'épreuve la capacité qu'a l'homme de diriger ses actions dans un nouveau milieu et elles obligent l'humanité à concentrer son attention sur les avantages pacifiques que l'on peut tirer de l'exploration spatiale ainsi que sur la question du droit qui doit régir l'espace extra-atmosphérique. Le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau et l'adoption de la résolution 1884 (XVIII) de l'Assemblée générale représentent des mesures positives vers la réglementation pacifique de l'espace extra-atmosphérique. Le désir de divulguer leurs connaissances pour le bien de tous, qu'ont manifesté les deux Etats à même d'explorer l'espace extra-atmosphérique, est digne d'éloges. Les pays insuffisamment développés pourront eux aussi fournir leur apport en entreprenant des recherches connexes; cependant la responsabilité principale de la coordination de tous ces efforts pour le bien de l'ensemble de l'humanité incombe à l'Organisation des Nations Unies.

2. Des progrès notables ont été accomplis au cours de l'année écoulée tant dans le domaine de la collaboration scientifique internationale que dans l'élaboration du droit spatial. La National Aeronautics and Space Administration des Etats-Unis et l'Académie des sciences de l'Union soviétique ont conclu un accord (voir A/5482) pour effectuer en commun des expériences de radiocommunications à longue distance par satellite, et les deux pays envisagent de trans-

mettre aux autres pays à des fins de prévisions et de recherches les renseignements météorologiques obtenus grâce aux satellites. Il convient de féliciter ces deux pays, de même que l'UIT et l'OMM, des efforts qu'ils déploient pour rendre possibles ces progrès.

3. Dans l'Inde aussi, les progrès accomplis dans l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique font sentir leurs effets. L'office météorologique de l'Inde a constaté que certaines des données obtenues par les satellites de l'office météorologique des Etats-Unis étaient très utiles pour les prévisions et les recherches atmosphériques. Bien que les activités spatiales de l'Inde soient encore très modestes, une installation de lancement de fusées-sondes a été mise en place à Thumba sous les auspices du Comité national de la recherche spatiale, que l'on a créé en 1962 pour encourager la recherche en matière d'utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et pour promouvoir la coopération internationale en maintenant des contacts étroits avec le COSPAR et d'autres organisations. A l'alinéa a du paragraphe 16 de son rapport (A/5549), le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a approuvé la constitution d'un groupe d'experts qui aurait pour mandat de visiter l'installation de Thumba d'où la première fusée-sonde a été lancée le 21 novembre, et l'on pense que l'Organisation des Nations Unies patronnera ce projet à la suite de cette visite, prévue pour la fin de 1963. Outre ces activités le Comité national de la recherche spatiale a créé à Ahmedabad une station de repérage et de télémessure pour satellites en collaboration avec la National Aeronautics and Space Administration et il a organisé un cycle d'études sur la physique de l'espace extra-atmosphérique. L'Inde coopérera pleinement aux activités de la Veille météorologique mondiale et au système international des communications spatiales.

4. Le rapport du Comité traite également de la question de l'enseignement et de la formation professionnelle, sujet particulièrement important pour les pays en voie de développement qui retireront de grands avantages de la formation dans les domaines de la météorologie et des communications. Le rapport mentionne également que l'UNESCO pourra aider les Etats Membres de diverses manières; dans le cas de l'Inde, l'UNESCO a offert une aide financière en vue de l'organisation d'un cycle d'études et elle a participé au financement de l'envoi, à l'étranger, d'experts indiens qui recevront une formation avancée en matière de techniques de la recherche spatiale ainsi qu'au financement d'un programme de bourses de perfectionnement qui seront offertes à des techniciens désireux de bénéficier d'une formation à Thumba. L'Inde est reconnaissante à l'UNESCO de cette assistance.

5. Bien que par l'adoption de la résolution 1721 (XVI) en 1961 les Etats Membres aient accepté que

le droit international, y compris la Charte des Nations Unies, s'applique à l'espace extra-atmosphérique et que le principe de la souveraineté des Etats n'y soit pas applicable, de sérieuses divergences de vues subsistent sur les autres principes juridiques qui pourraient être formulés au stade actuel et sur le point de savoir si le droit spatial doit s'exprimer dans une autre résolution de l'Assemblée générale ou être incorporé dans un accord international ayant force obligatoire. On s'est mis d'accord dans l'ensemble sur la nécessité d'élaborer des lois en matière de responsabilité et d'assistance mais non sur les principes généraux qui doivent guider l'activité des Etats dans l'espace extra-atmosphérique. Cependant, grâce à de longues négociations et à la sagesse politique des deux puissances les plus directement intéressées, on a pu rédiger un projet de déclaration des principes juridiques (A/5549/Add.1, par. 6) qui représente le maximum d'entente possible à l'heure actuelle. Bien que ce projet de déclaration soit principalement l'œuvre des deux puissances spatiales, il tient également compte de certaines vues exprimées au Sous-Comité juridique, notamment pour ce qui est de l'applicabilité à l'espace extra-atmosphérique de la résolution 110 (II) de l'Assemblée générale de l'idée que les lancements ne doivent pas être l'unique prérogative des gouvernements tant que les Etats gardent l'entière responsabilité envers les tiers et du principe des consultations préalables avant les expériences qui peuvent avoir des effets néfastes. Sur cette dernière question, la délégation indienne a soumis au Sous-Comité scientifique et technique le 22 mai 1963 un document de travail où elle proposait que les Etats qui envisageaient des expériences de ce genre demandent au Groupe consultatif du COSPAR sur les effets potentiellement néfastes d'expériences dans l'espace de leur fournir une analyse des aspects qualitatifs et quantitatifs des expériences envisagées. Le représentant de l'Inde est heureux de constater que cet organisme est maintenant considéré comme approprié pour de telles consultations. En outre, on s'accorde maintenant à penser que les principes juridiques doivent être énoncés d'abord dans une résolution de l'Assemblée générale et incorporés plus tard, le cas échéant, dans des accords internationaux. La délégation indienne se félicite de ce compromis qu'elle a préconisé au Sous-Comité juridique et elle suppose que l'on suivra la même procédure à l'avenir pour d'autres principes juridiques.

6. Si la délégation indienne accueille avec satisfaction le projet de déclaration qu'elle considère comme un très grand progrès et si elle reconnaît que ce texte représente l'accord le plus large que l'on puisse réaliser à l'heure actuelle, elle regrette l'absence de toute mention du principe — énoncé dans le projet de code soumis par la République arabe unie au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique^{1/} — selon lequel l'activité des Etats dans l'espace extra-atmosphérique doit être limitée aux utilisations pacifiques. Bien que la question des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique soit assurément liée à celle du désarmement et qu'il soit parfois difficile de distinguer les usages pacifiques des usages militaires, l'énoncé de ce principe marquerait un progrès considérable dans le développement du droit de l'espace extra-atmosphérique.

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Annexes, point 27 de l'ordre du jour, document A/5181, annexe III, E.

7. Il est d'autant plus regrettable que, malgré l'adoption de la résolution 1884 (XVIII) de l'Assemblée générale, qui engage tous les Etats à s'abstenir de placer dans l'espace extra-atmosphérique des armes de destruction massive, un principe juridique correspondant n'ait pas été incorporé dans le projet de déclaration. La délégation indienne n'insiste pas pour l'instant sur l'élaboration d'un principe juridique général interdisant l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins militaires, mais elle estime que l'accord limité qui fait l'objet de la résolution 1884 (XVIII) aurait dû trouver son expression dans le projet de déclaration.

8. A la dix-septième session, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont été d'accord pour estimer en premier lieu que le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique n'était pas compétent pour examiner la question de la nécessité de réserver l'espace extra-atmosphérique à des fins exclusivement pacifiques, qui est étroitement liée à la question du désarmement et qui ne pourrait donc être examinée que par la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, et en deuxième lieu que l'adoption d'un principe juridique sur les utilisations militaires de l'espace extra-atmosphérique serait contraire à la politique généralement acceptée que l'on suit dans les négociations sur le désarmement, d'autant plus qu'il n'y aurait pas de disposition relative au contrôle. La délégation indienne ne peut convenir que le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique n'est pas compétent en la matière; en effet, ce comité a été créé parce que les puissances spatiales souhaitent éviter tout abus d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique. Le représentant de l'Inde rappelle que l'Union soviétique, lorsqu'elle a soulevé la question de l'espace extra-atmosphérique à la treizième session de l'Assemblée générale, a indiqué dans son mémoire explicatif^{2/} qu'il importait que le progrès scientifique et technique dans l'espace extra-atmosphérique soit orienté vers des fins exclusivement pacifiques et que les Etats-Unis d'Amérique, en proposant l'inscription d'une question concernant l'espace extra-atmosphérique à la même session, ont déclaré dans leur mémoire explicatif^{3/} que les mesures visant à promouvoir la coopération internationale dans l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique devraient être arrêtées parallèlement aux efforts déployés pour conclure des accords sur l'espace extra-atmosphérique dans ses rapports avec le désarmement, et que les deux questions pouvaient être examinées séparément. En outre, l'Assemblée générale a reconnu au premier considérant de la résolution 1348 (XIII) que l'espace extra-atmosphérique devait être utilisé à des fins exclusivement pacifiques.

9. Pour que l'exploration de l'espace extra-atmosphérique soit utile à l'humanité, il faut s'assurer la plus large coopération possible, même de ceux des Etats qui ne peuvent entreprendre individuellement des recherches spatiales. A la séance précédente, le représentant des Etats-Unis a appris à la Commission que le président Johnson avait renouvelé l'offre du président Kennedy en vue d'une coopération plus étroite avec l'union soviétique dans l'exploration spatiale. Si l'on peut s'entendre pour que toutes les

^{2/} Ibid., treizième session, Annexes, point 60 de l'ordre du jour, document A/3818.

^{3/} Ibid., document A/3902.

recherches spatiales soient menées de concert ou en coopération, il sera peut-être possible de parvenir à réserver l'espace extra-atmosphérique à des fins exclusivement pacifiques, en dehors du cadre du désarmement général et complet, et le problème du contrôle ne se poserait plus.

10. Le représentant de l'Inde rappelle que de nombreux membres du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique ont insisté pour que l'espace extra-atmosphérique soit réservé exclusivement à des fins pacifiques; en outre, le Président du Comité, lorsqu'il a pris la parole à la Première Commission le 16 octobre 1963 (1311ème séance), a déclaré que le projet de résolution dont la Commission était saisie [devenu la résolution 1884 (XVIII) de l'Assemblée générale] était entièrement en accord avec les activités du Comité et devait être pris en considération lors de l'élaboration des principes juridiques étudiés actuellement par cet organe. Etant donné ces considérations, la délégation de l'Inde estime qu'il est trop tard pour contester la compétence qu'a le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de s'occuper de ces questions.

11. Quant à l'argument d'après lequel on ne peut formuler un principe juridique relatif à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins militaires parce qu'un tel principe ne prévoit pas le contrôle, le représentant de l'Inde signale que l'obligation énoncée dans la résolution 1884 (XVIII) a été acceptée sans aucune disposition expresse relative au contrôle. Ainsi, l'adoption d'un principe juridique correspondant ne comporterait aucun risque supplémentaire.

12. La délégation indienne juge prématuré pour l'instant d'élaborer un code général de l'espace, étant donné que les principes juridiques en cause devront être mis au point progressivement, à mesure que s'étendront les connaissances et l'expérience dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique. La délégation indienne souligne seulement la nécessité de proclamer le principe juridique selon lequel l'espace extra-atmosphérique doit être réservé à des fins pacifiques — principe qui pourrait être incorporé par la suite dans un accord ayant force obligatoire. En particulier, un principe juridique portant sur l'accord contenu dans la résolution 1884 (XVIII) devra être énoncé par le Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Au cours de l'année prochaine, le Sous-Comité juridique devra également chercher à élaborer des accords internationaux sur les lois en matière de responsabilité et d'assistance et il devra examiner quels autres principes pourraient être énoncés d'ores et déjà dans des accords qui auraient force obligatoire; il pourrait par exemple s'occuper de la question des expériences dans l'espace extra-atmosphérique qui peuvent avoir des effets néfastes, étant donné que les deux puissances spatiales ont déjà convenu que l'on devra procéder à des consultations internationales préalables avant d'entreprendre de telles expériences.

13. M. CSATORDAY (Hongrie) relève que pendant l'année écoulée les conditions sont devenues plus favorables pour la coopération internationale dans l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique. Cette amélioration peut être principalement attribuée à la conclusion du traité d'interdiction partielle des essais et à la détente internationale qui s'est produite ensuite. Les progrès déjà accomplis se reflètent dans

les recommandations scientifiques et techniques du rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (A/5549) et dans le récent projet de déclaration des principes juridiques (A/5549/Add.1, par. 6). M. Csatorday note avec satisfaction que le préambule et les paragraphes 4 et 6 du projet de déclaration traitent de la coopération internationale en ce qui concerne les aspects scientifiques, juridiques et autres des activités spatiales. Il est conscient des grands efforts que le Comité a dû déployer pour concilier les vues divergentes des grandes puissances et, par conséquent, les observations qu'il se propose de faire ne sont ni des conditions d'acceptation ni des réserves, mais des remarques constructives exprimant le désir de sa délégation d'accroître l'efficacité des principes juridiques.

14. Le paragraphe 2, qui a trait à la libre utilisation de l'espace extra-atmosphérique, doit être interprété comme signifiant que cette utilisation est soumise aux limitations du droit international: aucun Etat n'a le droit, dans l'espace ou à partir de l'espace, de porter préjudice à la sécurité d'un autre Etat ou à ses droits et intérêts dans l'exploration de l'espace. Le paragraphe 6, qui mentionne des consultations internationales appropriées, traduit la nécessité de concerter toutes les activités spatiales. Tout Etat souverain doit pouvoir donner son avis avant que ne soit entreprise une expérience quelconque risquant d'avoir des effets néfastes. Plus les Etats se conformeront aux règles de la coopération internationale et respecteront les intérêts des autres Etats dans l'exploration de l'espace, moins la communauté des nations devra imposer de limites à leurs activités. En ce qui concerne le sixième alinéa du préambule dans lequel il est reconnu que la résolution 110 (II) de l'Assemblée générale condamnant la propagande de guerre est applicable à l'espace extra-atmosphérique, M. Csatorday estime qu'il convient d'interdire l'utilisation des systèmes de communications par satellites pour attiser les rivalités nationales ou raciales, ainsi que l'a recommandé le représentant du Brésil à la 24ème séance du Comité (voir A/5549/Add.1, annexe).

15. Le principe relatif à la responsabilité des Etats, énoncé au paragraphe 5, est le plus important des principes proposés, étant donné que la responsabilité des Etats est la garantie nécessaire permettant d'assurer que les activités spatiales n'outrepassent pas les bornes fixées par le droit international. Un aspect important de la responsabilité internationale concerne les dommages qui seraient causés par les activités spatiales, principe qui est énoncé au paragraphe 8. Le principe de la responsabilité territoriale devrait être l'un des principaux critères à la base de la future convention internationale.

16. M. Csatorday pense, comme le représentant de la Pologne, que le projet de déclaration n'est pas un chapitre clos, mais offre, au contraire, les premiers éléments d'un règlement juridique couvrant tous les aspects de la question. Il note avec satisfaction qu'à la séance précédente les représentants des Etats-Unis, de l'Union soviétique et du Royaume-Uni ont déclaré que leurs gouvernements entendaient respecter les principes du projet de déclaration. Il reste maintenant au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique à énoncer les principes juridiques d'une façon plus détaillée, de manière qu'ils puissent être incorporés dans des conventions internationales et adoptés sous une forme qui consacre leur caractère obligatoire pour tous; la Hongrie est disposée à participer à cette tâche.

17. La coopération internationale a pris plus d'ampleur et s'étend à un plus grand nombre de points d'intérêt commun, comme le montrent les recommandations que le Comité a formulées dans son rapport concernant l'échange de renseignements, l'encouragement des programmes internationaux, l'établissement d'installations internationales de lancement de fusées-sondes, l'enseignement et la formation professionnelle. L'installation de lancement de fusées-sondes qui a été construite à Thumba, Inde, et à laquelle il est proposé d'accorder le patronage de l'Organisation des Nations Unies présente un intérêt particulier. Les recommandations relatives aux effets potentiellement néfastes d'expériences spatiales devraient servir de point de départ pour mettre au point les mesures préventives et les précautions nécessaires et pour déterminer les moyens d'en assurer l'application internationale efficace. L'OMS, l'OMM, l'UIT, l'UNESCO, l'AIEA et le COSPAR doivent être félicités de leurs programmes et projets internationaux relatifs à l'exploration spatiale.

18. La délégation hongroise estime, comme la délégation de l'Union soviétique, que toute expérience spatiale importante exige une préparation scientifique et technique très poussée, ainsi que des mesures de sûreté qui réduisent les risques au minimum. Aucun Etat n'a intérêt à pousser la compétition dans l'exploration de l'espace à un point excessif pour des raisons de prestige national: il convient de suivre une politique qui tienne compte des réalités et réponde ainsi aux intérêts et aux espoirs de l'humanité.

19. Le Gouvernement hongrois continuera à s'efforcer d'élargir la coopération entre les Etats dans l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques. Toutefois, il est évident que, tant que le désarmement général et complet — y compris la liquidation de toutes les bases militaires en territoire étranger — n'aura pas été réalisé, des considérations de sécurité continueront d'entraver l'établissement d'une coopération pleine, sincère et sans réserve entre les Etats dotés de systèmes sociaux différents. Mais, en attendant, le projet de déclaration des principes juridiques est un premier pas vers la mise au point des garanties techniques et juridiques nécessaires pour la protection des intérêts communs de l'humanité tout entière et de la cause de la coopération internationale dans l'espace extra-atmosphérique. Le Gouvernement hongrois souscrit aux recommandations et aux programmes mentionnés dans le rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et sera prêt, en toute occasion, à contribuer à leur mise en œuvre dans les limites de ses modestes moyens.

20. M. ALI (Pakistan) déclare que le rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de même que les rapports spéciaux préparés par l'UIT (E/3770) et l'OMM (E/3794 et Corr.1) font clairement ressortir les grands progrès réalisés, au cours de l'année passée, dans tous les domaines d'activité liés aux utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Parmi les projets envisagés, on peut citer un réseau universel de télécommunications permettant les transmissions d'émissions de radio et de télévision dans le monde entier, l'emploi de photographies prises à partir de satellites pour déterminer l'étendue des zones enneigées, ce qui rendrait possibles des prévisions plus exactes sur les apports d'eau et sur le risque éventuel d'inondations, et peut-être l'adoption de mesures destinées non seulement à prévoir le temps mais

également à contrôler et à modifier les conditions météorologiques.

21. Les renseignements communiqués par les Etats Membres conformément aux résolutions 1721 (XVI) et 1802 (XVII) de l'Assemblée générale ont permis de savoir combien d'Etats se livraient déjà à des recherches dans le domaine extra-atmosphérique. Au Pakistan, le Space and Upper Atmosphere Research Committee, qui est membre du COSPAR, a effectué des expériences de lancement de fusées avec le concours de la National Aeronautics and Space Administration, du Smithsonian Astrophysical Observatory et de la Royal Society, et a l'intention de poursuivre de nouvelles expériences, en 1964, dans le cadre du programme de l'Année internationale de l'activité solaire minimale. On peut y voir un exemple de la contribution que même les pays en voie de développement sont en mesure d'apporter à l'effort commun qui vise à utiliser les connaissances et la technique spatiales pour le bien de tous.

22. Pour que tous les Etats, quel que soit le stade de leur développement économique et scientifique, puissent tirer parti des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, ils doivent être en mesure de participer réellement à ces entreprises dans les limites de leurs ressources et de leurs possibilités. Pour les pays en voie de développement, le besoin le plus urgent se manifeste dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnelle. La délégation pakistanaise attache donc une grande importance aux recommandations formulées, à ce titre, dans le rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (A/5549, par. 17). Comme le représentant de l'Italie l'a dit, le moment est venu de penser à un plan global permettant d'obtenir et d'échanger des informations, ainsi que d'évaluer, d'une part, les besoins des pays en voie de développement dans le domaine de la formation professionnelle et, d'autre part, les possibilités qui s'offrent ou pourraient s'offrir dans ce domaine, grâce à des programmes bilatéraux, multilatéraux, régionaux ou internationaux. M. Ali espère que le projet de résolution adopté par la Première Commission contiendra une disposition permettant au Secrétaire ou, si l'on préfère, au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique lui-même de mener à bien cette tâche.

23. Si l'on veut réaliser pleinement les promesses que laissent entrevoir les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, on ne doit pas permettre que cet espace devienne le champ de rivalités nationales. Il faut surtout que la concurrence acharnée entre les deux grandes puissances spatiales se transforme progressivement en coopération amicale. Au cours du dernier discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée générale (1209^e séance plénière), le Président des Etats-Unis, M. Kennedy, avait proposé que la première expédition de l'homme dans la lune soit l'objet d'une telle coopération. On ne saurait élever de plus grand monument à la mémoire de ce grand homme et des idéaux qu'il a défendus que de faire de cette première expédition dans la lune l'aventure commune de toute l'humanité, sous le drapeau des Nations Unies.

24. Les progrès les plus marquants réalisés, au cours de l'année passée, dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique se sont manifestés dans le domaine de la coopération pacifique entre les deux grandes puissances. Un premier pas a été fait sur

la voie de la démilitarisation de l'espace extra-atmosphérique grâce au traité d'interdiction partielle des essais d'armes nucléaires et grâce aux déclarations faites par les Etats-Unis et l'Union soviétique touchant leur intention de s'abstenir de mettre sur orbite des armes de destruction massive, déclarations dont l'Assemblée générale a pris note dans sa résolution 1884 (XVIII). En outre, la coopération dans l'important domaine de la recherche spatiale est allée de l'avant, conformément à l'accord spécial conclu, en juin 1962, entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ainsi qu'il ressort du document A/5482.

25. Le projet de déclaration des principes juridiques constitue, si l'on tient compte de la mésentente qui régnait précédemment dans ce domaine, une véritable percée vers l'objectif à atteindre, à savoir le développement pacifique et méthodique de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique. Cependant, il ne s'agit pas d'un projet définitif, ni même complet. M. Ali regrette notamment qu'il n'ait pas été possible, à l'heure actuelle, de se référer à la résolution 1884 (XVIII) de l'Assemblée générale touchant l'interdiction de placer dans l'espace extra-atmosphérique des armes de destruction massive et espère que la déclaration pourra être élargie, en temps utile, afin d'y incorporer les idées et les principes énoncés dans cette résolution.

26. Il est clair que l'esprit de ce projet de déclaration s'oppose à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins militaires ou à d'autres fins préjudiciables aux relations amicales entre les Etats. On a déjà attiré l'attention sur les diverses lacunes de ce texte et il est évident que les questions de responsabilité dans le cas d'entreprises réalisées en commun dans l'espace, de responsabilité des Etats qui prêtent leur territoire à un autre Etat pour le lancement de véhicules spatiaux, et d'enregistrement et de notification préalables des lancements sont des questions qui devront faire l'objet d'un examen plus approfondi. M. Ali estime, avec le représentant de l'Australie, qu'il faut inclure les principes relatifs à la responsabilité des Etats dans un accord plus complet sur la responsabilité internationale.

27. Cependant, le projet de résolution constitue un progrès important en vue de combler le vide juridique dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique. Il convient de féliciter tous ceux qui ont contribué à sa rédaction et tout particulièrement les grandes puissances spatiales qui ont fait preuve de clairvoyance et d'un esprit de compromis digne d'éloges.

28. On entend si souvent parler de lancements de satellites, habités ou non, qu'il est difficile de se rappeler qu'il n'y a que six ans que le premier satellite a été lancé. Pourtant, l'exploration de l'espace extra-atmosphérique par l'homme est un événement d'une portée considérable dont nous ne saisissons pas encore toutes les conséquences. Il est certain que l'astronaute qui voit se confondre le jour et la nuit, l'Orient et l'Occident, dans son circuit autour du globe, doit être comme frappé par le symbole de l'unité naturelle du genre humain; mais le fait d'être liés à la terre ne doit pas non plus empêcher les politiciens et les diplomates de tirer des faits leur conclusion inévitable et de se laisser pénétrer par les perspectives passionnantes qui s'ouvrent à l'humanité. Il appartient maintenant à l'homme d'utiliser sagement ses nouveaux pouvoirs et d'écarter de l'espace l'anarchie et l'injustice qui

ont accompagné la découverte du monde où il vit. Il faut espérer qu'en démontrant l'unité du genre humain l'avènement de l'âge spatial enseignera, en fin de compte, à l'homme à vivre avec lui-même.

29. M. GOLEMANOV (Bulgarie) déclare que, grâce à la détente internationale et aux efforts des puissances directement intéressées, de grands progrès ont été dernièrement réalisés dans le domaine de la coopération internationale en matière d'utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Le rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique en est une preuve. Les recommandations qu'il contient dégagent les limites actuelles des accords réalisables, et constituent la base d'une coopération ultérieure. Elles méritent une attention particulière.

30. Mais, toutes pleines de promesses que soient les perspectives, le fait demeure que le développement des activités internationales dans l'espace extra-atmosphérique dépend des accords qui pourront être réalisés dans d'autres domaines, et particulièrement dans celui du désarmement général et complet. Tant que l'on n'arrêtera pas la guerre froide, la coopération scientifique entre les Etats restera dans les limites que cette guerre lui impose.

31. Les Etats auraient beaucoup à gagner du point de vue de leur développement scientifique et de l'amélioration des relations internationales s'ils se tenaient mutuellement au courant de leurs activités spatiales. Les possibilités offertes par une telle coopération sont particulièrement évidentes dans le domaine des télécommunications spatiales. Malgré les difficultés qui restent encore à surmonter, M. Golemanov est convaincu qu'il sera bientôt impossible de concevoir un monde dépourvu de réseau de communications spatiales. Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a donc fait preuve de sagesse et de logique en affirmant que les télécommunications spatiales internationales doivent être à la disposition de tous les pays du monde sans distinction (A/5549, par. 14, b). Il est également agréable d'observer, dans le rapport, l'intérêt que tous les pays prennent à l'institution d'une Veille météorologique mondiale, utilisant à la fois les données fournies par les satellites et celles obtenues par les méthodes classiques. Il s'agit là d'un projet de valeur qui mérite l'appui de tous.

32. Les recommandations touchant les installations de lancement de fusées-sondes, l'enseignement et la formation professionnelle dans ce domaine, ainsi que les recommandations concernant les effets potentiellement néfastes des expériences spatiales correspondent aux exigences du progrès scientifique et technique et serviront la cause de la coopération internationale dans ce domaine. A cet égard, les Nations Unies devraient particulièrement veiller à ce que certaines catégories d'expériences ne viennent pas faire obstacle à d'autres activités spatiales.

33. Le projet de déclaration des principes juridiques régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique présenté par le Comité est une preuve du progrès réalisé à l'heure actuelle sur la voie de la réglementation juridique des relations entre les Etats dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'espace. M. Golemanov est heureux de constater que la tension internationale s'est relâchée et que le travail utile accompli par le Comité a abouti à la reconnaissance de certains principes généraux dans ce domaine.

34. La délégation bulgare accueille notamment avec satisfaction l'idée de base du projet de déclaration, suivant laquelle l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique devrait profiter à l'humanité tout entière et à tous les Etats, quel que soit leur degré de développement scientifique ou économique. Ce principe élimine toute possibilité d'appropriation nationale de l'espace extra-atmosphérique ou des corps célestes par proclamation de souveraineté, par voie d'utilisation ou d'occupation ou par tout autre moyen. Bien que le projet de déclaration eût été inspiré par la résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale, il constitue la première occasion donnée à l'Assemblée générale de demander que certains progrès scientifiques de haute importance soient mis à la disposition de l'humanité tout entière.

35. Le projet de déclaration préconise, à cette fin, une étroite coopération entre les Etats dans le domaine de l'exploration et des utilisations pacifiques de l'espace. L'idée de coopération est énoncée au paragraphe 6, qui prévoit que les Etats devront poursuivre toutes leurs activités dans l'espace en tenant dûment compte des intérêts correspondants d'autres Etats et devront ouvrir les consultations internationales appropriées avant d'entreprendre une activité ou une expérience potentiellement néfaste. Le projet de déclaration demande également que les Etats poursuivent leurs expériences spatiales conformément au droit international et, notamment, à la Charte des Nations Unies.

36. La délégation bulgare espère que la réglementation juridique des activités spatiales et la coopération internationale en matière spatiale continue-

ront à se développer au fur et à mesure que le temps passe. L'insertion dans le projet de déclaration de certaines règles régissant les droits et les obligations des Etats dans l'espace constitue une étape concrète sur cette voie. Ainsi, le paragraphe 7 prévoit que les Etats conserveront sous leur juridiction et leur contrôle tout objet lancé dans l'espace et que ces objets, ou leurs éléments constitutifs, trouvés au-delà des limites de l'Etat d'immatriculation devront être restitués à l'Etat intéressé aussitôt qu'ils seront identifiés. Le paragraphe 5 énonce le principe de la responsabilité internationale en matière d'activités spatiales — principe qui s'applique également aux activités d'organismes non gouvernementaux — et prévoit que, lorsqu'une organisation internationale se livre à des activités spatiales, la responsabilité en incombera à cette organisation ainsi qu'aux Etats qui en font partie. Le paragraphe 8 énonce le principe de la responsabilité internationale en matière de dommages causés par des objets lancés dans l'espace. Enfin, le paragraphe 9 prévoit que les Etats doivent prêter assistance aux astronautes en cas d'accident, de détresse ou d'atterrissage forcé. La formule définissant les astronautes comme "les envoyés de l'humanité dans l'espace extra-atmosphérique" est un hommage rendu au rôle héroïque qui est le leur en tant que pionniers de l'exploration et des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

37. La délégation bulgare appuiera le projet de déclaration, qui constitue une étape importante sur la voie du développement du droit spatial international.

La séance est levée à 12 h 20.